

| | |
|---------------------|--|
| Zeitschrift: | Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger |
| Herausgeber: | Organisation des Suisses de l'étranger |
| Band: | 26 (1999) |
| Heft: | 1 |
| Artikel: | Vivre au-dessous du seuil de pauvreté : travailleurs paupérisés, malgré un travail à plein temps |
| Autor: | Schneider, Lukas M. |
| DOI: | https://doi.org/10.5169/seals-912662 |

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Vivre au-dessous du seuil de pauvreté

Travailleurs paupérisés, malgré un travail à plein temps

410 000 personnes travaillant à plein temps en Suisse ne disposent pas d'un revenu suffisant pour vivre décemment, indique une étude. Quels sont les moyens de combattre le phénomène social des travailleurs paupérisés ou «working poors» pour reprendre la désignation anglaise?

Les bas salaires font aussi leur apparition dans de nombreux secteurs de l'économie suisse. Ce phénomène remet en question une valeur fondamentale de la société suisse, puisque travailler n'empêche pas forcément la pau-

Lukas M. Schneider

vreté. Cette constatation est d'autant plus choquante que la Suisse reste un des pays aux salaires moyens les plus élevés du monde.

Le nombre de personnes désignées par les sociologues sous le générique anglais de «working poors» – travailleurs paupérisés en français – n'a cessé de croître ces dernières années. Une étude de l'œuvre d'entraide Caritas Suisse, intitulée «ils sont pauvres et pourtant ils travaillent», démontre que trois quarts de ces pauvres exerçant une activité lucrative ont un passeport suisse. Ils travaillent dans la restauration, l'industrie du nettoyage et la vente.

Salaire minimum, une solution miracle?

A l'heure de la globalisation et de la concurrence effrénée, les travailleurs paupérisés ont peu de chance de voir leurs revenus augmenter. A la fin de 1998, Caritas a proposé des ébauches de solution pour améliorer la situation matérielle de ces personnes. L'œuvre d'entraide propose, d'une part, la création d'un salaire minimum légal et, d'autre part, l'élargissement des prestations complémentaires aux travailleurs paupérisés. Comment ces recommandations sont-elles accueillies par les principales forces politiques du pays?

Les partis bourgeois sceptiques...

L'Union suisse des arts et métiers rejette massivement les propositions de Caritas, les qualifiant de «culottées» et

«en dehors de la réalité». L'Union démocratique du centre (UDC) les refuse également. Le conseiller national Toni Bortoluzzi propose plutôt un allègement fiscal. Une baisse des cotisations sociales permettrait d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs.

Le parti radical-démocratique suisse (PRD) se déclare plutôt sceptique. Son secrétaire général, Johannes Matyassy, ne veut pas entendre parler de salaire minimum légal. Les salaires doivent continuer d'être réglés par le marché. A une extension des prestations complémentaires, il préfère une meilleure utilisation des instruments de politique sociale existants. A plus long terme, le sort des travailleurs pauvres devrait être amélioré par une formation permanente: «l'idée d'apprendre sa vie durant est aussi valable pour les «working poors». Cela signifie, bien entendu, que notre système de formation ne soit pas réservé à une élite uniquement.» L'idée de l'introduction d'un salaire minimum légal rencontre plus de sympathie auprès du parti démocrate-chrétien suisse (PDC). Ce dernier préconise l'inscription dans la Constitution d'un droit fondamental à un minimum vital. «Toute personne travaillant dans ce pays devrait recevoir un salaire lui permettant de mener une vie décente», explique la conseillère nationale Rosmarie Zapf-Helbling, tout en soulignant la difficulté

Le débat sur les travailleurs paupérisés a déjà produit des effets: une nouvelle convention collective de travail (CCT) est entrée en vigueur dans la restauration et l'hôtellerie. Elle s'étend à tous les établissements de la branche dans l'ensemble du pays. Elle prévoit notamment un salaire mensuel minimum pour tous les employés. Le 13^e salaire sera introduit par étapes en tenant compte de l'ancienneté des employés dans l'établissement.



Le métier de caissière est stressant. Pourtant ce travail compte parmi les moins bien payés en Suisse. (Photo Keystone)

de quantifier ces problèmes. En raison du manque de données, la Suisse, contrairement à d'autres pays européens, n'est pas en mesure de recenser précisément les travailleurs paupérisés.

... approbation de la gauche

Les propositions de Caritas ont, par contre, rencontré un écho positif à gauche. Le conseiller national socialiste Alexander Tschäppät situe l'origine du problème dans l'inégalité entre partenaires sociaux. Un pas sera fait dans la bonne direction «lorsque les patrons feront de nouveau face à leurs responsabilités en versant des salaires décents pour des conditions de travail décentes.» La conseillère nationale écologiste Cécile Bühlmann trouve inquiétant le fait que de plus en plus de jeunes couples avec enfants se retrouvent dans le besoin. La conseillère nationale socialiste Jacqueline Fehr pense qu'une hausse des allocations pour enfants constitue un moyen efficace d'empêcher le risque de pauvreté. Enfin, le conseiller aux Etats jurassien Pierre-Alain Gentil (PS) a cette formule: «ou la Suisse reste sociale, ou elle disparaît.»